Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ABFM
Société libérale d'avocats à responsabilité limitée unipersonnelle
Capital social : 138.000 euros
Siège social : 14 bis, rue Escudier à Boulogne-Billancourt (92100)
518 961 743 RCS NANTERRE

(la « **Société** »)

STATUTS

Mis à jour à la suite d'une décision de l'associé unique en date du 1er mai 2025

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ARTICLE 1. FORME

La Société a été constituée sous la forme d'une société civile professionnelle, elle a été transformée en société d'exercice libéral à responsabilité limitée unipersonnelle (SELARLU) par décision de l'associé unique en date du 1er mai 2025. La Société continue d'exister entre les propriétaires des parts existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

La Société est régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par le Livre II du Code de commerce, l'Ordonnance n°2023-77 du 8 février 2023 relative à l'exercice en société des professions libérales réglementées, le décret n° 2024-872 du 14 août 2024 relatif à l'exercice en société de la profession d'avocat et par les présents statuts.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, celui-ci est dénommé « associé unique ». L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, le terme collectivité des associés désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

ARTICLE 2. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet :

- l'exercice en commun de la profession d'avocat, telle que définie par la loi ainsi que la mise en commun et le partage des bénéfices. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire de l'un de ceux parmi ses membres ayant qualité pour l'exercer ;

- La Société peut acquérir ou prendre à bail tous immeubles, droit immobiliers et biens immobiliers nécessaires, ou même simplement utiles à l'exercice de son activité ;

- D'une manière générale, elle peut accomplir toutes les opérations concourantes directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social, sans qu'il soit porté atteinte au caractère civil et professionnel de celui-ci.

ARTICLE 3. DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : ABFM.

Dans tous les actes, lettres, factures et autres documents de toute nature émanant de la Société et destinés à des tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie de la mention « société d'exercice libéral à responsabilité limitée unipersonnelle d'avocats » ou des initiales « SELARLU d'avocats » et de l'énonciation du montant du capital social, de son siège, de son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et de la mention de son inscription au tableau de l'Ordre des avocats au barreau des Hauts-de-Seine.

La Société peut faire suivre ou précéder sa dénomination sociale du nom et/ou du sigle de l'association, du groupement ou réseau professionnel, national ou international, dont elle est membre, dans les conditions de la réglementation applicable.

ARTICLE 4. SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 14 bis, rue Escudier à Boulogne-Billancourt (92100).

Le siège social est transféré par décision collective des associés dans les conditions des présents statuts.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ARTICLE 5. DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années sauf prorogation ou dissolution anticipée à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. La prorogation de cette durée et la dissolution anticipée sont décidées par décision collective des associés.

ARTICLE 6. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1e janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 7. APPORTS

7.1. Apports en industrie

Conformément aux dispositions de l'article L.223-7 du Code de commerce, des apports en industrie peuvent être réalisés, étant précisé ce qui suit :

- en contrepartie et rémunération de ces apports en industrie, il pourra être attribué à chacun des apporteurs en industrie une ou plusieurs parts, dite(s) d'industrie, sans valeur nominale, qui ne concour(en)t pas à la formation du capital social ;

- les parts en industrie ne sont ni négociables, ni cessibles.

Les parts d'industrie ne peuvent être attribuées qu'aux seuls associés exerçant dans la Société par décision collective des associés pour une durée déterminée ou non.

Chaque part d'industrie donne droit à une fraction proportionnelle au nombre total de parts existantes en capital et en industrie dans la répartition des bénéfices sociaux et dispose de droits de vote identiques à ceux d'une part de capital.

En outre, lors de la liquidation de la Société, chaque part d'industrie donne vocation à l'attribution d'une fraction du boni de liquidation susceptible d'apparaître après remboursement du capital dans les mêmes proportions que celles prévues pour la répartition des bénéfices.

Enfin, l'apporteur en industrie contribue aux pertes dans les mêmes proportions que sa contribution aux bénéfices.

Les parts d'industrie ont droit aux distributions de dividendes effectuées pendant le cours de leur existence que ces dividendes proviennent des bénéfices de l'exercice précédemment clos ou de bénéfices mis en réserves, chaque part d'industrie disposant de droits identiques à ceux d'une part de capital dans ces distributions.

En cas de décès, l'annulation des parts d'industrie est constatée lors de la première assemblée générale à tenir à la suite du décès, l'annulation prenant rétroactivement effet à la date du décès.

L'annulation des parts d'industrie ne donne lieu à aucune compensation financière en faveur de l'associé les ayant détenues ou de ses ayants droits et n'ouvre aucun droit à distribution des fonds propres de la Société.

Monsieur Fabien Kirkor ARAKELIAN apporte à la Société son travail, sa notoriété, sa science et ses connaissances.

En représentation des apports, il a été créé soixante-seize (76) parts d'industrie numérotées de 1 à 76 et entièrement attribuées à Maître Fabien ARAKELIAN.

Le soussigné reconnait que cette répartition correspond à son apport au jour des présentes

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

7.2. Apports en nature

Par acte en date du 15 décembre 2009, Maître Fabien ARAKELIAN apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers corporels et incorporels dépendant du cabinet d'avocat de Maître Fabien Kirkor ARAKELIAN.

L'apport, tel que joint en Annexes, comprend :

(a) tous les droits mobiliers incorporels dont Maître Fabien Kirkor ARAKELIAN est propriétaire en sa qualité d'avocat, à savoir :

(i) l'engagement par Maître Fabien Kirkor ARAKELIAN de présenter à sa clientèle la Société prise en la personne de ses dirigeants et ses associés comme son successeur et plus généralement l'engagement de faire tout ce qui est nécessaire dans la limite des prescriptions déontologiques pour favoriser cette présentation ;

(ii) la mise à disposition exclusive de la Société de l'ensemble des fichiers, dossiers et archives des clients ;

(b) les biens corporels constitués par du matériel et des équipements installés au cabinet sis 1, avenue Jean Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Lequel apport de Maître Fabien Kirkor ARAKELIAN est estimé à la somme de CENT TRENTE-SEPT MILLE (137.000) euros.

Total de l'apport de **137.000 euros**.

Maître Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN, Avocat, apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers corporels et incorporels dépendant du cabinet d'avocat de Maître Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN.

(a) tous les droits mobiliers incorporels dont Maître Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN est propriétaire en sa qualité d'avocat, savoir :

(i) l'engagement par Maître Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN de présenter à sa clientèle la Société prise en la personne de ses dirigeants et ses associés comme son successeur et plus généralement l'engagement de faire tout ce qui est nécessaire dans la limite des prescriptions déontologiques pour favoriser cette présentation ;

(ii) la mise à disposition exclusive de la Société de l'ensemble des fichiers, dossiers et archives des clients ;

(b) les biens corporels constitués par du matériel et des équipements installés au cabinet sis 1, avenue Jean Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux.

Lequel apport de Maître Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN est estimé d'un commun accord entre les associés à la somme de QUARANTE-TROIS MILLE (43.000) euros.
Total de l'apport de **43.000** euros.

La Société sera propriétaire des droits et biens apportés à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Elle en aura la jouissance à compter du **1er janvier 2010**.
Un exemplaire de ce rapport est annexé aux présents statuts.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

L'origine de propriété du fonds apporté et les conditions de l'apport sont décrites dans le contrat d'apport annexé aux présentes, qui contient également les déclarations de l'apporteur relatives à l'apport effectué.

Lesdits apports sont faits sous les charges et conditions suivantes :

(a) la Société prendra les droits mobiliers corporels et incorporels dans leur état actuel sans pouvoir exercer de recours contre l'apporteur, pour quelque cause que ce soit ;

(b) elle exécutera à compter de son entrée en jouissance toutes les charges et conditions attachées aux biens apportés ;

(c) les soussignés déclarent que les apports en nature énumérés ci-dessus ont été intégralement libérés.

Aucun associé n'étant marié sous le régime de la communauté des biens, les dispositions de l'article 1832-2 du Code Civil n'ont pas trouvé application.

À la suite du retrait de Madame Marjorie Marie BACONNET, la collectivité des associés en date du 30 septembre 2021 a procédé à la réduction du capital social de la société de 43.000 euros, pour le ramener de 180.000 euros à 137.000 euros par voie de rachat de QUATRE-CENT TRENTE (430) parts de CENT EUROS (100 €) de valeur nominale chacune appartenant à Madame Marjorie BACONNET pour lui avoir été attribuées en rémunération des apports en nature qu'elle a fait à la société à la constitution.

Le rachat ainsi effectué par la société a été consenti et accepté moyennant le prix global de 43 000 EUROS soit un prix unitaire de 100 EUROS par part.

Ce prix a été payé de la façon suivante :

- Reprise par Madame Marjorie BACONNET des apports en nature réalisée à la constitution de la société évalués à la date du 30 septembre 2021 à la somme de 43 000 €, le chiffre d'affaires de Madame BACONNET s'étant maintenu au cours des années d'exercice au sein de la société.

Il a été rappelé que :

- Les biens attribués à Madame Marjorie BACONNET aux termes de la réduction de capital sont ceux qu'elles avaient apportés à la constitution de la société en exonération de droit d'enregistrement en application de l'article 810 bis du Code général des impôts.

- Par conséquent, l'attribution de ces biens en nature à Madame Marjorie BACONNET ne donnera pas lieu à droits d'enregistrement, en application de la théorie de la mutation conditionnelle des apports (article 810 III du Code général des impôts).

ARTICLE 8. CAPITAL SOCIAL

Le capital social, composé de ces apports en nature, à l'exclusion de ceux en industrie, est fixé à la somme de 138.000 €, divisé en 1.380 parts sociales de 100 € de valeur nominale numérotées de 1 à 1.380, attribuées en totalité à Monsieur Fabien Kirkor ARAKELIAN suite à l'acte de cession de parts sociales signé avec Madame Camille MARTINI en date du 15 avril 2025, à effet du 1er mai 2025 :

à Maître Fabien Kirkor ARAKELIAN, numérotées de 1 à 1.380	1.380 parts
Total des parts ainsi créées et attribuées :	**1.380 parts.**

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ARTICLE 9. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi.

9.1. Augmentation du capital

Le capital social peut, en vertu d'une décision collective des associés être augmenté, en une ou plusieurs fois, en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices et réserves disponibles, au moyen de la création de parts sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

9.2. Réduction du capital social

Le capital social peut être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, par décision collective des associés.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la Société devient inférieur à la moitié du capital social, la collectivité des associés décide dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième (2e) exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions relatives au montant minimum du capital, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pu être reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital.

En cas d'inobservations des prescriptions ci-dessus, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu valablement délibérer.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution de la Société, si au jour où il statue la régularisation a été effectuée.

ARTICLE 10. QUALITÉ D'ASSOCIÉ

Pour être associé, il faut être une personne physique, être titulaire de parts de capital et/ou de parts d'industrie, sous réserve des dispositions des statuts relatives à l'agrément préalable, et exercer exclusivement la profession d'avocat à plein temps au sein de la Société.

ARTICLE 11. RESPONSABILITÉ DES ASSOCIÉS

À l'égard des tiers, l'associé exerçant au sein de la Société, exerce les fonctions d'avocat au nom de la Société et répond personnellement sur l'ensemble de son patrimoine, des actes professionnels qu'il accomplit ou que ses collaborateurs ou salariés, sous son autorité, accomplissent, la Société étant solidairement responsable avec lui.

L'associé n'est responsable des dettes sociales qu'à concurrence de ses apports.

Chaque associé répond seul des condamnations disciplinaires et pénales prononcées contre lui.

ARTICLE 12. EXERCICE DE LA PROFESSION D'AVOCAT

12.1. Généralités

Les dispositions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de la profession d'avocat sont applicables aux membres de la Société et à la Société elle-même.

Un associé exerçant au sein de la Société, ne peut exercer concomitamment à titre individuel ou au sein d'une autre société, association, groupement ou d'un réseau, quelle qu'en soit la forme, ou en

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

qualité d'avocat salarié et lui consacre toute son activité professionnelle, sauf avoir sollicité et obtenu au préalable l'accord unanime des associés exerçant au sein de la Société.

Afin de prévenir de toute situation de conflit ou de contrariété d'intérêts, tout associé désirant développer, directement ou indirectement, une activité de commercialisation de biens et services connexes à l'exercice de la profession d'avocat au sens de l'article 22 du décret n°2023-552 du 30 juin 2023, devra solliciter et obtenir au préalable l'accord unanime des associés exerçant au sein de la Société.

12.2. Information des Ordres

Une fois par an, la Société adresse à l'Ordre dont elle relève, un état de la composition de son capital social et des droits de vote afférents, ainsi qu'une version à jour de ses statuts.

Sont également adressées par les associés de la Société, dans les conditions prévues au premier alinéa, les conventions contenant des clauses portant sur l'organisation et les pouvoirs des organes de direction, d'administration ou de surveillance ayant fait l'objet d'une modification au cours de l'exercice écoulé.

ARTICLE 13. RÉMUNERATION DES ASSOCIÉS

L'associé qui exerce sa profession dans la Société reçoit, en dehors de tout mandat social et de tout contrat de travail salarié, une rémunération d'activité qui, compte tenu de l'indépendance dans laquelle il exerce comme associé sa profession d'avocat en dehors de tout lien de subordination, constitue un revenu de profession indépendante imposé dans la catégorie des bénéfices non commerciaux, pour lequel il ressort du régime social des indépendants.

Si l'un des associés est temporairement empêché, par cas de force majeure (par exemple, maladie) ou pour tout autre raison, d'exercer ses fonctions, sa suppléance est assurée par les autres associés exerçant au sein de la Société et appartenant au même barreau.

Si tous les associés appartenant au même barreau ou, en cas de Société constituée entre avocats appartenant à des barreaux différents, sont simultanément empêchés d'exercer leurs fonctions, la gestion est assurée par un ou plusieurs suppléants nommés conformément aux dispositions de l'article 119 du décret du 14 août 2024 relatif à la profession d'avocat, sans préjudice de la possibilité de voir désigner un administrateur provisoire de la Société.

ARTICLE 14. DROIT ET OBIGATIONS ATTACHÉS AUX PARTS SOCIALES

14.1. Généralités

La propriété d'une part comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés. Elle donne droit à un nombre de voix proportionnel au nombre de parts détenues par l'associé dans tous les votes et délibérations.

Les délibérations des associés obligent tous les associés, même absents, dissidents ou incapables.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un associé unique à la condition que celui-ci exerce sa profession, directement ou indirectement, au sein de la Société. Dans ce cas, l'associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

14.2. Parts d'industrie

Les associés peuvent créer à tout moment des parts d'industrie pour une durée fixe ou pour une durée indéterminée. Les parts d'industrie ne peuvent être accordées qu'à des associés exerçant leur profession exclusivement dans la Société et dans les conditions prévues par la convention d'industrie régularisée entre la Société et l'associé en industrie. En tout état de cause, les parts d'industrie d'un associé sont automatiquement annulées dès qu'il cesse d'exercer sa profession en qualité d'associé au

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

sein de la Société, pour quelque cause que ce soit, sans qu'il soit besoin d'une décision d'annulation prononcée par les associés et sans contrepartie financière.

Les parts d'industrie ne sont ni négociables, ni même cessibles. Chaque part d'industrie dispose de droits de vote identiques à ceux d'une part de capital.

14.3. Droit pécuniaire

Chaque part sociale, sous réserve des dispositions de la convention d'industrie, confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social.

ARTICLE 15. COMPTE COURANT

La Société peut recevoir des associés, dans les conditions définies par la loi, des fonds en dépôt sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait, intervenant en cours de vie sociale sont déterminées par le Gérant.

ARTICLE 16. CESSION – TRANSMISSION - AGRÉMENT

16.1. Agrément

16.1.1. Définitions

Dans les statuts, les termes commençant par une majuscule ont le sens qui leur est donné aux termes du présent article. Pour les besoins des statuts, sauf précision ou stipulation contraire des statuts :

(a) les termes « *incluant* », « *y compris* », « *en ce compris* », « *notamment* » ou « *en particulier* » (ou tout autre terme équivalent) impliquent que l'énumération ou l'illustration qui les suit n'est en rien limitative ou exhaustive ;

(b) le terme « *ou* » n'est pas exclusif et sera réputé inclure le terme « *et* » ;

(c) les termes « *aux présentes* », « *ci-après* », « *ci-dessous* », « *ci-avant* » ou « *ci-dessus* » se réfèrent aux statuts dans leur globalité ;

(d) les titres, articles et paragraphes figurent dans le seul but de faciliter la lecture et n'en affectent pas l'interprétation ;

(e) la définition donnée à un nom s'applique *mutatis mutandis* aux verbes, adjectifs et adverbes ayant la même racine et vice-versa ;

(f) la forme plurielle d'un terme ou d'une expression définie au singulier (et *vice versa*) aura la même signification que celle donnée dans la définition concernée ; de même, la forme féminine d'un terme ou d'une expression définie au masculin (et *vice versa*) aura la même signification que celle donnée dans la définition concernée ;

(g) la computation des délais prévus sera effectuée conformément aux articles 640 à 642 du Code de procédure civile.

Transfert : et sous forme de verbe « Transférer », désigne :

(i) toute cession, promesse unilatérale de vente, apport, échange, prêt, dation, donation ou plus généralement transmission ou mutation, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, alors même que le transfert aurait lieu par voie de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription en faveur de personnes dénommées, hors réduction de capital non motivée par des pertes, de transmission universelle de patrimoine, de liquidation de régime matrimonial, de dévolution successorale en cas de décès

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

d'un associé, de partage, de transfert en fiducie, de saisie, d'adjudication publique ou en vertu d'une décision de justice, que le transfert soit différé, sous condition suspensive, ou même simplement potentiel, notamment par constitution ou réalisation de sûreté et d'une manière générale toute opération entrainant l'intégration d'un nouvel associé au sein de la Société ;

(ii) portant sur la propriété d'une part émise par la Société ou sur la nue-propriété, l'usufruit ou, plus généralement, sur tout démembrement du droit de propriété de cette part.

16.1.2. Procédure

Les parts sociales ne peuvent être transférées qu'avec le consentement d'une majorité des associés représentant, au moins, les trois quarts des porteurs de parts exerçant la profession au sein de la société, cette majorité étant en outre déterminée en prenant en compte les parts de l'associé cédant.

Par exception à ce qui précède, sont libres les Transferts réalisés :

(i) par l'associé unique ;

(ii) entre associés ;

et ne seront pas soumis à la procédure d'agrément.

Lorsque l'agrément est nécessaire, l'associé envisageant de Transférer tout ou partie de ses parts (le « **Cédant** ») devra en avertir les autres associés, ainsi que la Société, par lettre recommandée avec avis de réception (la « **Notification** »).

Tout Transfert de parts sociales de la Société effectué en violation des stipulations statutaires est nul de plein droit, sans autre formalité, et sans préjudice de tous dommages et intérêts que la Société et/ou les autres associés seront en droit de réclamer en réparation du préjudice subi.

Le Transfert des parts sociales s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la Société, il doit lui être signifié ou être accepté par elle dans un acte notarié. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Le Transfert n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

À peine de nullité, la Notification devra comporter :

- le nombre de parts que le Cédant se propose de Transférer ;
- les noms et adresses du ou des cessionnaires envisagés, s'il s'agit de personnes physiques ou, la dénomination, la forme, le siège social, le numéro de RCS, l'identité des dirigeants, le montant et la répartition du capital, s'il s'agit de personnes morales. Ces informations devront être réitérées au cas où lesdites personnes morales seraient elles-mêmes détenues par des personnes morales jusqu'à ce que soient identifiées les personnes physiques associées ou actionnaires finaux ;
- la nature et le montant de la contrepartie proposée par le cessionnaire ainsi que les modalités de paiement ;
- une copie certifiée conforme de l'offre d'acquisition le cas échéant.

Le gérant dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la Notification, pour faire connaître par lettre recommandée avec avis de réception adressée au Cédant, la décision de la collectivité des associés.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

À défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément n'ont pas à être motivées.

En cas d'agrément, le Cédant peut réaliser librement le Transfert aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

Le Transfert des parts devra être réalisé au plus tard dans les deux (2) mois de la décision d'agrément. À défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, l'associé envisageant de transférer tout ou partie de ses parts doit indiquer par lettre recommandée adressée au gérant, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du refus, s'il renonce à son projet.

À défaut de cette renonciation expresse, le gérant est tenu, dans le délai de trois (3) mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir la totalité des parts faisant l'objet du projet de Transfert soit par un associé, soit par un tiers, soit par la Société en vue d'une réduction de capital, moyennant un prix fixé d'un commun accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues par les présents statuts.

L'adjudicataire des parts nanties est soumis aux conditions ci-dessus.

16.2 Transmission par décès et dissolution de la communauté

En cas de décès d'un associé ayant la qualité d'avocat ou de dissolution de communauté entre époux, la Société continuera avec les seuls associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé ou, éventuellement son conjoint survivant ou l'époux attributaire de parts communes, lesquels ne pourront pas être associés, sauf à être agréés dans les conditions des statuts.

En attendant l'agrément éventuel de ses héritiers en qualité de nouveaux associés, les parts de l'associé décédé seront neutralisées pour le calcul du quorum et des majorités.

Les héritiers, ayants droit, conjoints ou époux attributaires sont liés par les dispositions des présents statuts et des éventuels pactes ou règlements conclus par les associés.

À défaut d'agrément, les associés devront alors acquérir ou faire acquérir les parts de l'associé dans les conditions prévues aux présents statuts.

Toute cession de parts réalisée en violation des présentes dispositions est nulle.

ARTICLE 17. REVENDICATION DU CONJOINT COMMUN EN BIEN

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts au moyen de fonds communs, le conjoint de l'apporteur ou de l'acquéreur peut revendiquer la qualité d'associé à concurrence de la moitié (1/2) des parts souscrites ou acquises.

S'il désire exercer sa profession au sein de la Société, le conjoint avocat d'un associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts à l'aide de biens communs qui revendique la qualité d'associé postérieurement à l'apport ou à l'acquisition doit être agréé dans les conditions des statuts. Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

En cas de refus d'agrément ou si le conjoint ne remplit pas les conditions pour exercer la profession au sein de la Société, l'associé conserve sa qualité pour la totalité des parts dont il est titulaire.

ARTICLE 18. CESSATION D'ACTIVITÉ

Tout associé peut cesser son activité d'avocat au sein de la Société à la condition d'en informer la Société, par tous moyens permettant de rapporter la preuve de sa date de réception, au moins six (6) mois à l'avance. Il avise l'Ordre auprès duquel il est inscrit de sa décision.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

Tout associé de la Société cessant d'exercer la profession d'avocat au sein de la Société promet irrévocablement et sans réserve à la Société de lui vendre l'intégralité de ses actions (en vue d'une réduction de capital) qu'il détient directement ou indirectement.

ARTICLE 19. VALORISATION DES PARTS SOCIALES

Sauf accord contraire des parties, les associés conviennent que les parts seront valorisées dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 20. GÉRANT DE LA SOCIÉTÉ

21.1. Nomination du gérant

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, nécessairement avocats associés, exerçant leur profession au sein de la Société à temps plein. Le gérant est désigné pour une durée déterminée ou indéterminée par la collectivité des associés dans les conditions prévues par les présents statuts.

En cas de décès, retrait d'exercice, démission ou empêchement du gérant, il est pourvu à son remplacement par la collectivité des associés, réunis sur convocation de l'associé majoritaire en capital et en droit de vote ou par l'associé le plus diligent, dans les huit (8) jours suivant l'évènement ayant motivé le remplacement du gérant. La décision de nomination du nouveau gérant est prise dans les conditions de majorité prévues ci-après.

21.2. Rémunération

La rémunération des gérants est fixée par la décision collective des associés ou de l'associé unique.

La fonction peut être exercée gratuitement.

En outre, le gérant pourra obtenir le remboursement, sur justificatif, des dépenses engagées dans l'intérêt de la Société.

21.3. Pouvoirs du gérant

Le ou les gérants sont tenus de consacrer le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales. Sous réserve des décisions relevant de par la loi ou les statuts, de la compétence de l'assemblée générale des associés, la gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément – sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue – pour faire tout acte de gestion, opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la Société.

21.4. Cessation de fonctions du gérant

Les fonctions des mandataire sociaux prennent automatiquement fin par : l'envoi d'une notification de cessation d'exercice telle que prévue par les présents statuts, l'arrivée du terme prévu, l'incapacité ou l'interdiction de gérer ou d'exercer la profession même à titre provisoire, la mise sous tutelle ou curatelle, la convocation en vue d'une exclusion, le décès, la dissolution de la Société, la révocation, la sanction disciplinaire ou ordinale entraînant une interdiction d'exercer supérieure à 3 mois non assortie de sursis, la cessation d'activité au sein de la Société conformément aux stipulations des présents statuts, la perte de la qualité d'associé, la démission, la suspension même temporaire ou la radiation.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés aura à nommer un ou plusieurs autres gérants, dans les conditions des présents statuts.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

La révocation du gérant peut intervenir à tout moment sur décision de la collectivité des associés réunie en assemblée générale en vertu de l'article L223-25 du Code de commerce. Toute révocation intervenant sans juste motif pourra ouvrir droit à une indemnisation.

Le ou les gérants peuvent également démissionner de leurs fonctions, mais seulement en prévenant chacun des associés par courriel (e-mail), ou par courrier remis en main propre, trois (3) mois à l'avance. La cessation des fonctions du ou des gérants n'entraîne pas dissolution de la Société.

ARTICLE 21. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LA GÉRANCE OU UN ASSOCIÉ

Les dispositions légales en vigueur règlent les conditions dans lesquelles des conventions peuvent intervenir, directement ou par personne interposée, entre la Société d'une part, et, d'autre part, son gérant, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Il en est de même pour l'interdiction, à l'encontre de son gérant ou de ses dirigeants, d'emprunter auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, et de faire cautionner et avaliser par elle leurs engagements envers des tiers.

Seuls les avocats exerçant au sein de la Société prennent part aux délibérations lorsque les conventions en cause portent sur les conditions dans lesquelles ils y exercent leur profession.

ARTICLE 22. DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

22.1. Information préalable du (des) commissaire(s) aux comptes

Le gérant doit communiquer au(x) commissaire(s) aux compte(s), le cas échéant, les documents qui sont nécessaires à l'exercice de sa mission de contrôle, dans les conditions prévues par la loi.

22.2. Mode de consultation

Les décisions collectives sont prises :

(i) **En assemblée**

Les assemblées sont convoquées par le gérant. La convocation est adressée à chacun des associés (ou au représentant légal, si l'associé est une personne morale) par lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel dans les conditions de l'article R223-20 du Code de commerce, quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Elle comporte l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée délibère valablement dans les conditions de quorum imposée par la loi. Tout associé a la possibilité de se faire représenter dans les conditions des présents statuts ou de voter par correspondance.

Les associés peuvent participer à une assemblée générale par visioconférence, conférence téléphonique ou tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification des associés dans les conditions fixées par la loi et les règlements.

(ii) **Dans un acte**

Les décisions collectives peuvent toujours valablement être prises lorsqu'elles résultent d'un acte exprimant le consentement unanime de tous les associés lorsque la loi ne prévoit pas la tenue d'une assemblée obligatoire.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(iii) **Par consultation écrite**

Le gérant adresse à chacun des associés (ou au représentant légal, si l'associé est une personne morale) par lettre recommandée avec accusé de réception le texte de la ou des résolutions proposées à l'approbation des associés, en précisant qu'ils disposent d'un délai de quinze (15) jours pour se prononcer, la réponse devant être formulée dans l'une des formes prévues pour la demande, et qu'un défaut de réponse de leur part vaut acceptation. Le ou les commissaires aux comptes sont informés de la consultation écrite dans les mêmes formes que les associés.

Il appartient au gérant de choisir le mode de consultation qu'il jugera approprié.

22.3. Formes et conditions des assemblées

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

22.3.1 Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du gérant et qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts ou n'ont pas été qualifiées d'extraordinaires par les présentes stipulations.

Elle a, entre autres les pouvoirs suivants :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats de la Société ;
- nomination et révocation des commissaires aux comptes ;
- nomination, révocation et rémunération des gérants ;
- approbation des conventions visées à l'article L. 223-19 et suivants du Code de commerce ;
- toutes questions n'entraînant pas la modification des statuts et qui n'ont pas été qualifiées d'extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une (1) fois l'an, dans les six (6) mois de clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Sauf dispositions contraires des statuts, les décisions ordinaires sont adoptées par un (1) ou plusieurs associés, présents ou représentés ou votant par correspondance, représentant plus de la moitié (1/2) des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants.

22.3.2 Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en une autre forme.

Elle a, entre autres les pouvoirs suivants :

- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;
- dissolution et liquidation amiable de la Société ;
- fusion, scission et apport partiel d'actif impliquant la Société ;
- toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L. 227-19 du Code de commerce, sauf le transfert du siège social ;

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

- agrément d'un nouvel associé au sein de la Société.

Sous réserve de stipulations particulières des statuts, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart (1/4) des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième (1/5) de celles-ci. À défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux (2) mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les résolutions sont, sauf dispositions contraires des statuts, votées à la majorité des deux tiers (2/3) des parts détenues par les associés présents ou représentés.

Par dérogation à ce qui précède, les décisions concernant :

- l'augmentation de capital par incorporation de réserves, est prise à la majorité des parts sociales ;

- l'agrément de nouveaux associés, est prise à la majorité des associés représentant tout au moins les trois-quarts (3/4) des porteurs de parts exerçant leur profession au sein de la Société.

Conformément aux dispositions légales et règlementaires, certaines décisions doivent être prises à l'unanimité des associés lorsqu'elles concernent :

- l'augmentation des engagements des associés ;

- le changement de nationalité de la Société ;

- la transformation de la Société en SAS, SNC, société en commandite simple ou par actions.

22.3.4 Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

22.3.5 Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint. Une personne ne peut pas détenir plus d'un pouvoir.

22.3.6 Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal signé par la gérance. Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualités du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les décisions de l'associé unique sont constatées par un procès-verbal de décision, signé par la gérance. Si le gérant est associé unique, les mentions de procès-verbal sont adaptées en conséquence.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement certifiés conformes par le gérant. En cas de liquidation, le liquidateur (ou l'un des liquidateurs) est habilité à certifier conforme les procès-verbaux.

Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social, et cotés et paraphés.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ARTICLE 23. COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

En cas de pluralité d'associés, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut également être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut être aussi demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième (1/10) du capital.

Le commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 24. COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages.

À la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Elle dresse le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions légales et réglementaires.

Elle établit également, si nécessaire, un rapport de gestion exposant la situation de la Société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les évènements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport et enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Une assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé devra être réunie chaque année dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 25. AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, ainsi que tous amortissements provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième (1/20) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10) du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième (1/10).

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Sauf disposition contraire de l'acte d'apport, les droits attachés aux parts d'industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

La mise en paiement des dividendes doit avoir lieux dans les neuf (9) mois de la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

L'assemblée générale peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, l'assemblée générale peut décider d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Aucune distribution ne peut être effectuée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite d'une telle distribution, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

Les pertes de l'exercice, s'il en existe, sont inscrites au report à nouveau pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à apurement complet.

ARTICLE 26. DISSOLUTION - LIQUIDATION

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions du Livre II du Code de commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés au prorata de la détention capitalistique qu'ils détiennent sous réserve des dispositions des conventions d'industrie.

La Société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la Société comporte un ou plusieurs associés personnes physiques, la dissolution entraîne sa liquidation.

Sa dénomination doit alors être suivie des mots « *Société en liquidation* ». Le ou les liquidateurs sont nommés par la décision qui prononce la dissolution.

La collectivité des associés garde les mêmes attributions qu'au cours de la vie sociale, mais les pouvoirs du ou des gérants, comme ceux des Commissaires aux comptes s'il en existe, prennent fin à compter de la dissolution.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs, sur le quitus du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Si toutes les parts sociales sont réunies en une seule main, l'expiration de la Société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil, sauf si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 27. CONTESTATIONS - ABRITRAGE

Tout différend né de la conclusion, de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture de la présente convention, et/ou de ses conséquences, sera, en l'absence de conciliation, soumis à l'arbitrage du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats au Barreau des Hauts de Seine ou de son délégué, qui pourra statuer sans qu'il soit nécessaire de signer au préalable un compromis, selon les modalités définies au Règlement d'arbitrage du Bâtonnier tel que figurant au Règlement Intérieur du Barreau des Hauts-de-Seine.

ARTICLE 28. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Le signataire :

- reconnaît que le présent document a été (i) conclu sous la forme d'un écrit électronique au sens de l'article 1366 du Code civil et (ii) signé par voie électronique au moyen d'un procédé fiable d'identification garantissant le lien de chaque signature avec les présentes, conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil (la « **Signature Électronique** ») ;
- reconnaît expressément que les présentes ont la même force probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et qu'elles pourront lui être valablement opposées ;

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

- reconnaît que conformément à l'alinéa 4 de l'article 1375 du code civil, le présent acte est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera lui délivrée directement par le prestataire qui a la charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique avancée dans les conditions requises par l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique ;
- 'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments des présentes sur le fondement de leur nature électronique ;
- s'engage à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des données d'horodatage des présentes ;
- accepte la production, à titre de preuve, de tous les éléments d'identification utilisés pour les besoins de la Signature Électronique, du certificat de signature électronique attaché aux présentes ainsi que des modalités techniques de réalisation de la Signature Électronique ;
- reconnaît que les présentes constituent un original dans leur version électronique sous format Portable Document Format (PDF) ;
- s'engage à conserver les présentes dans des conditions de nature à en garantir leur confidentialité et leur intégrité ;
- s'engage pour désigner la France comme lieu de signature des présentes ; et
- reconnaît et acceptent que les présentes prendront effet au 1er mai 2025.

Monsieur Fabien ARAKELIAN	**Signé par :** B5E8E975B1584FF... Signé le 28/05/2025

ANNEXES

Contrat d'apport de fonds libéral par Monsieur Fabien ARAKELIAN du 15 décembre 2019

Contrat d'apport de fonds libéral par Madame Marjorie BACONNET du 15 décembre 2019

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

SCP ARAKELIAN - BACONNET

ET

MAITRE FABIEN ARAKELIAN

CONTRAT D'APPORT DE FONDS
LIBERAL D'EXERCICE D'AVOCAT

---

15 décembre 2009

FA MKA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

LE PRESENT CONTRAT est conclu le 15 décembre 2009

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Fabien Kirkor ARAKELIAN, né le 22 juin 1974 à Argenteuil (95), de nationalité française, Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine, numéro de toque 152, demeurant 3, impasse Bellevue, 92100 Boulogne-Billancourt époux de Madame Marjorie BACONNET épouse ARAKELIAN marié le 10 mai 2003 en première noce sous le régime de la séparation de biens, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis,

Ci-après dénommé l'**"Apporteur"** ou **"Fabien ARAKELIAN"**

d'une part,

ET

SCP ARAKELIAN - BACONNET, société civile professionnelle d'avocats, au capital de 180.000 Euros, dont le siège social sera fixé au 1, avenue Jean Jaurès à Issy-les-Moulineaux (92130), en cours de constitution et d'immatriculation au R.C.S. de Nanterre et d'inscription au Barreau des Hauts-de-Seine, représentée par Monsieur Fabien ARAKELIAN agissant en qualité de co-associé de ladite société.

Ci-après dénommée la **"SCP ARAKELIAN - BACONNET"**

d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. **OBJET DE L'APPORT**

Fabien ARAKELIAN, Avocat, apporte par les présentes sous les garanties ordinaires et de droit à la SCP ARAKELIAN - BACONNET, ce qui est accepté par Monsieur Fabien ARAKELIAN, ès-qualités, le fonds de clientèle libérale d'avocat, sis 1 avenue Jean-Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux, lui appartenant et pour lequel il est inscrit au Barreau des Hauts-de-Seine, sous le numéro de toque 152 et sous le numéro SIRET 434 168 407 00030 (le **"Fonds"**).

2. **DESIGNATION DU FONDS**

2.1 Fabien ARAKELIAN, apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers corporels et incorporels dépendant du Fonds.

2.2 Le présent apport comprend:

(a) tous les droits mobiliers incorporels dont Fabien ARAKELIAN est propriétaire en sa qualité d'avocat, savoir :

(i) l'engagement par Fabien ARAKELIAN de présenter à sa clientèle la SCP ARAKELIAN - BACONNET prise en la personne de ses dirigeants et ses associés comme son successeur et plus généralement l'engagement de faire tout ce qui est nécessaire dans la limite des prescriptions déontologiques pour favoriser cette présentation ;

MBA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(ii) la mise à disposition exclusive de la SCP ARAKELIAN - BACONNET de l'ensemble des fichiers, dossiers et archives des clients ;

L'ensemble des éléments incorporels ci-dessus évalués à la somme de cent trente six mille soixante dix sept (136.077) Euros

ci 136.077 Euros.

(b) les biens corporels constitués par du matériel et les équipements installés au cabinet sis 1, avenue Jean Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux, décrits et estimés article par article en vu état ci-annexé à une valeur totale de neuf cent vingt trois (923) Euros

ci 923 Euros.

Tel que ledit Fonds se poursuit et comporte dans son état actuel avec ses aisances et dépendances, ses agencements, sans exception ni réserve, Fabien ARAKELIAN, Gérant de la SCP ARAKELIAN - BACONNET déclarant le bien connaître pour avoir eu connaissance de la comptabilité et autres documents permettant d'en établir la valeur.

Valeur totale des éléments incorporels et corporels apportés 137.000 Euros,

ci 137.000 Euros.

3. **ORIGINE DE PROPRIETE**

Fabien ARAKELIAN déclare qu'il est propriétaire du Fonds objet du présent apport pour l'avoir créé lui-même le 5 février 2001.

4. **PROPRIETE ET JOUISSANCE**

Le présent apport prendra effet à la date d'immatriculation de la SCP ARAKELIAN - BACONNET au registre du commerce et des sociétés et d'inscription au Barreau des Hauts-de-Seine, date à laquelle l'apport sera définitivement réalisé.

5. **CHARGES ET CONDITIONS**

L'apport ci-dessus stipulé, net de tout passif, est fait sous les charges et conditions suivantes :

(a) La SCP ARAKELIAN - BACONNET prendra les biens et droits apportés, dans l'état où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et, notamment pour erreur de désignation ou de contenance, changement dans la composition des biens existants à ladite date.

(b) Elle acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance toutes les contributions, impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques ordinaires ou extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation du Fonds apporté.

(c) Elle exécutera à compter de la même date tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du Fonds apporté, tous engagements et conventions concernant le personnel, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre l'Apporteur.

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(d) Elle supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous frais qui en seront la conséquence directe ou indirecte.

6. **DECLARATIONS**

L'Apporteur fait les déclarations suivantes :

6.1 **Chiffre d'affaires et résultats**

(a) Le montant du chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'est élevé à 137.339 euros.

(b) Pour la période correspondante, le résultat s'est élevé à 61.450 euros.

6.2 **Inscriptions**

Le Fonds apporté n'est grevé d'aucune inscription de privilège ou de nantissement. Au cas où il s'en révélerait, l'Apporteur s'engage dès à présent à en rapporter quittance et mainlevée dans le délai de trois mois.

6.3 **Autres déclarations**

L'Apporteur, déclare, en outre :

(a) qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

(b) avoir la libre disposition en propriété du Fonds dont s'agit, et de tous les éléments le composant, dont aucun n'est saisi ni susceptible de l'être ;

(c) qu'aucune des activités présentement exercées dans le Fonds dont s'agit n'a été prêté ou loué à l'Apporteur ;

(d) qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre à l'exploitation ou à l'apport de son Fonds;

(e) ne pas être à ce jour l'objet de poursuites de quelque nature que ce soit concernant l'exploitation du Fonds apporté et susceptibles d'entraver cette exploitation par la SCP ARAKELIAN - BACONNET et la jouissance paisible à laquelle elle peut prétendre ;

(f) qu'en résumé rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition du Fonds apporté et à la jouissance paisible de ce dernier par la SCP ARAKELIAN - BACONNET;

(g) qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;

(h) qu'il n'est pas actuellement et n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation de ses biens ;

(i) qu'il met les livres comptables, après qu'ils aient été visés par les parties, à la disposition de la SCP ARAKELIAN - BACONNET pendant trois ans à dater de l'entrée en jouissance du Fonds.

De son côté, Fabien ARAKELIAN, ès-qualités de représentant légal de la SCP ARAKELIAN - BACONNET déclare :

(a) que la SCP ARAKELIAN - BACONNET qu'il représente est une société française dont le siège social est en France ;

FA MBA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(b) que la SCP ARAKELIAN - BACONNET n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;

(c) qu'il a visé tous les livres de comptabilité de l'Apporteur, suivant inventaire signé par les parties et dont chacune a reçu un exemplaire.

7. **REMUNERATION DE L'APPORT**

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à 137.000 Euros, il sera attribué à l'Apporteur 1.370 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées numérotées de 1 à 1.370 de la SCP ARAKELIAN - BACONNET.

8. **DECLARATIONS FISCALES**

8.1 **Droits d'enregistrement**

L'apport du Fonds étant réalisé à l'occasion de la constitution de la SCP ARAKELIAN - BACONNET, société civile non soumise à l'impôt sur les sociétés, l'opération sera exonérée de droits d'enregistrement en application de l'article 810 *bis* du Code Général des Impôts.

8.2 **Affirmation de sincérité**

Les soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur du Fonds apporté.

8.3 **Fiscalité des plus-values**

Fabien ARAKELIAN, Apporteur, et la SCP ARAKELIAN - BACONNET, représentée par Monsieur Fabien ARAKELIAN, Gérant, déclarent opter conjointement pour le régime spécial des plus-values prévu à l'article 151 *octies* du Code Général des Impôts.

(a) La plus-value nette sur biens non amortissables dont l'imposition au nom de Monsieur Fabien ARAKELIAN est reportée s'élève à 136.077 Euros ;

(b) La plus-value nette sur biens amortissables à réintégrer sur cinq ans dans les résultats de la SCP ARAKELIAN - BACONNET s'élève à 0 Euros.

Les parties soussignées s'engagent à respecter les règles prévues à l'article 151 *octies* du Code Général des Impôts et notamment l'ensemble des obligations déclaratives prévues par ce texte.

8.4 **Déclarations de la SCP ARAKELIAN - BACONNET relatives à la cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent apport de Fonds**

Le présent contrat est soumis aux dispositions de l'article 257 *bis* du Code Général des Impôts et de l'instruction administrative de l'administration fiscale en date du 20 mars 2006 (3-A-6-06), qui exonère de TVA la cession d'éléments d'actif et stocks dans le cadre de la transmission d'une universalité de biens, notamment dès lors que (i) l'Apporteur et la SCP ARAKELIAN - BACONNET sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et (ii) la SCP ARAKELIAN - BACONNET continuera d'opérer cette universalité de biens après ladite cession.

En conséquence, la SCP ARAKELIAN - BACONNET s'engage expressément :

(a) à soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée toute cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent contrat, et

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(b) à procéder, si nécessaire, aux régularisations prévues aux articles 207-III et suivants de l'Annexe II du Code Général des Impôts, qui auraient été exigibles si l'Apporteur avait continué à utiliser lesdits biens mobiliers d'investissement.

La SCP ARAKELIAN - BACONNET et l'Apporteur s'engagent à déclarer le montant net des éléments d'actif transférés sur leur déclaration de taxe sur la valeur ajoutée dans la case "*Autres opérations non soumises à taxation*".

9. **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en-tête des présentes.

10. **ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Pour le cas de contestations pouvant s'élever au sujet du présent apport, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents du siège du Fonds apporté.

Fait en 5 originaux (dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités)
A Paris,
Le 15 décembre 2009

Pour l'**Apporteur**
Monsieur Fabien ARAKELIAN

Pour la **SCP ARAKELIAN - BACONNET**
Monsieur Fabien ARAKELIAN

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

SCP ARAKELIAN - BACONNET

ET

MAITRE MARJORIE BACONNET

CONTRAT D'APPORT DE FONDS
LIBERAL D'EXERCICE D'AVOCAT

---

15 décembre 2009

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

LE PRESENT CONTRAT est conclu le 15 décembre 2009

ENTRE LES SOUSSIGNEES:

Madame Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN, née le 16 novembre 1972 à DIJON (21), de nationalité française, Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de Seine, numéro de toque 146, demeurant 3, impasse Bellevue, 92100 Boulogne-Billancourt épouse de Monsieur Fabien Kirkor ARAKELIAN mariée le 10 mai 2003 en première noce sous le régime de la séparation de biens, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis,

Ci-après dénommée l'"**Apporteur**" ou " **Marjorie BACONNET** "

d'une part,

ET

SCP ARAKELIAN - BACONNET, société civile professionnelle d'avocats, au capital de 180.000 Euros, dont le siège social sera fixé au 1, avenue Jean Jaurès à Issy-les-Moulineaux (92130), en cours de constitution et d'immatriculation au R.C.S. de Nanterre et d'inscription au Barreau des Hauts-de-Seine, représentée par Monsieur Fabien ARAKELIAN agissant en qualité de co-associé de ladite société.

Ci-après dénommée la "**SCP ARAKELIAN - BACONNET**"

d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'APPORT

Marjorie BACONNET, Avocat, apporte par les présentes sous les garanties ordinaires et de droit à la SCP ARAKELIAN - BACONNET, ce qui est accepté par Monsieur Fabien ARAKELIAN, ès-qualités, le fonds de clientèle libérale d'avocat, sis 1 avenue Jean-Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux, lui appartenant et pour lequel elle est inscrite au Barreau des Hauts-de-Seine, sous le numéro de toque 146 et sous le numéro SIRET 441 736 659 00042 (le "**Fonds**").

2. DESIGNATION DU FONDS

2.1 Marjorie BACONNET, apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers corporels et incorporels dépendant du Fonds.

2.2 Le présent apport comprend:

(a) tous les droits mobiliers incorporels dont Marjorie BACONNET est propriétaire en sa qualité d'avocat, savoir :

(i) l'engagement par Marjorie BACONNET de présenter à sa clientèle la SCP ARAKELIAN - BACONNET prise en la personne de ses dirigeants et ses associés comme son successeur et plus généralement l'engagement de faire tout ce qui est nécessaire dans la limite des prescriptions déontologiques pour favoriser cette présentation ;

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(ii) la mise à disposition exclusive de la SCP ARAKELIAN - BACONNET de l'ensemble des fichiers, dossiers et archives des clients ;

L'ensemble des éléments incorporels ci-dessus évalués à la somme de quarante deux mille cinq cent (42.500) Euros

ci 42.500 Euros.

(b) les biens corporels constitués par du matériel et les équipements installés au cabinet sis 1, avenue Jean Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux, décrits et estimés article par article en vu état ci-annexé à une valeur totale de cinq cent (500) Euros

ci 500 Euros.

Tel que ledit Fonds se poursuit et comporte dans son état actuel avec ses aisances et dépendances, ses agencements, sans exception ni réserve, Fabien ARAKELIAN, Gérant de la SCP ARAKELIAN - BACONNET déclarant le bien connaître pour avoir eu connaissance de la comptabilité et autres documents permettant d'en établir la valeur.

Valeur totale des éléments incorporels et corporels apportés **43.000 Euros,**

ci 43.000 Euros.

3. **ORIGINE DE PROPRIETE**

Marjorie BACONNET déclare qu'elle est propriétaire du Fonds objet du présent apport pour l'avoir créé elle-même le 7 février 2001.

4. **PROPRIETE ET JOUISSANCE**

Le présent apport prendra effet à la date d'immatriculation de la SCP ARAKELIAN - BACONNET au registre du commerce et des sociétés et d'inscription au Barreau des Hauts-de-Seine, date à laquelle l'apport sera définitivement réalisé.

5. **CHARGES ET CONDITIONS**

L'apport ci-dessus stipulé, net de tout passif, est fait sous les charges et conditions suivantes :

(a) La SCP ARAKELIAN - BACONNET prendra les biens et droits apportés, dans l'état où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et, notamment pour erreur de désignation ou de contenance, changement dans la composition des biens existants à ladite date.

(b) Elle acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance toutes les contributions, impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques ordinaires ou extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation du Fonds apporté.

(c) Elle exécutera à compter de la même date tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du Fonds apporté, tous engagements et conventions concernant le personnel, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre l'Apporteur.

MKA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(d) Elle supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous frais qui en seront la conséquence directe ou indirecte.

6. **DECLARATIONS**

L'Apporteur fait les déclarations suivantes :

6.1 **Chiffre d'affaires et résultats**

(a) Le montant du chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'est élevé à 43.070 euros.

(b) Pour la période correspondante, le résultat s'est élevé à 27.825 euros.

6.2 **Inscriptions**

Le Fonds apporté n'est grevé d'aucune inscription de privilège ou de nantissement. Au cas où il s'en révélerait, l'Apporteur s'engage dès à présent à en rapporter quittance et mainlevée dans le délai de trois mois.

6.3 **Autres déclarations**

L'Apporteur, déclare, en outre :

(a) qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

(b) avoir la libre disposition en propriété du Fonds dont s'agit, et de tous les éléments le composant, dont aucun n'est saisi ni susceptible de l'être ;

(c) qu'aucune des activités présentement exercées dans le Fonds dont s'agit n'a été prêté ou loué à l'Apporteur ;

(d) qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre à l'exploitation ou à l'apport de son Fonds;

(e) ne pas être à ce jour l'objet de poursuites de quelque nature que ce soit concernant l'exploitation du Fonds apporté et susceptibles d'entraver cette exploitation par la SCP ARAKELIAN - BACONNET et la jouissance paisible à laquelle elle peut prétendre ;

(f) qu'en résumé rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition du Fonds apporté et à la jouissance paisible de ce dernier par la SCP ARAKELIAN - BACONNET;

(g) qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;

(h) qu'il n'est pas actuellement et n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation de ses biens ;

(i) qu'il met les livres comptables, après qu'ils aient été visés par les parties, à la disposition de la SCP ARAKELIAN - BACONNET pendant trois ans à dater de l'entrée en jouissance du Fonds.

De son côté, Fabien ARAKELIAN, ès-qualités de représentant légal de la SCP ARAKELIAN - BACONNET déclare :

(a) que la SCP ARAKELIAN - BACONNET qu'il représente est une société française dont le siège social est en France ;

MBA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(b) que la SCP ARAKELIAN - BACONNET n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;

(c) qu'il a visé tous les livres de comptabilité de l'Apporteur, suivant inventaire signé par les parties et dont chacune a reçu un exemplaire.

7. **REMUNERATION DE L'APPORT**

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à quarante trois mille (43.000) Euros, il sera attribué à l'Apporteur 430 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées numérotées de 1.371 à 1.800 de la SCP ARAKELIAN - BACONNET.

8. **DECLARATIONS FISCALES**

8.1 **Droits d'enregistrement**

L'apport du Fonds étant réalisé à l'occasion de la constitution de la SCP ARAKELIAN - BACONNET, société civile non soumise à l'impôt sur les sociétés, l'opération sera exonérée de droits d'enregistrement en application de l'article 810 *bis* du Code Général des Impôts.

8.2 **Affirmation de sincérité**

Les soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur du Fonds apporté.

8.3 **Fiscalité des plus-values**

Marjorie BACONNET, Apporteur, entend bénéficier de l'exonération totale d'impôt sur les plus-values prévue par l'article 238 *quindecies* du Code Général des Impôts, et déclare, à ce titre,

(i) que le Fonds transmis dans le cadre du présent apport est d'une valeur inférieur à 300.000 euros,

(ii) avoir exploitée le Fonds depuis au moins 5 ans.

En outre, Marjorie BACONNET s'engage à ne pas posséder le contrôle de la SCP ARAKELIAN - BACONNET, au sens de l'article 238 *quindecies* du Code Général des Impôts et de l'instruction administrative 4 B-1-05 du 25 février 2005, au cours des trois années qui suivent le présent apport.

8.4 **Déclarations de la SCP ARAKELIAN - BACONNET relatives à la cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent apport de Fonds**

Le présent contrat est soumis aux dispositions de l'article 257 *bis* du Code Général des Impôts et de l'instruction administrative de l'administration fiscale en date du 20 mars 2006 (3-A-6-06), qui exonère de TVA la cession d'éléments d'actif et stocks dans le cadre de la transmission d'une universalité de biens, notamment dès lors que (i) l'Apporteur et la SCP ARAKELIAN - BACONNET sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et (ii) la SCP ARAKELIAN - BACONNET continuera d'opérer cette universalité de biens après ladite cession.

En conséquence, la SCP ARAKELIAN - BACONNET s'engage expressément :

(a) à soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée toute cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent contrat, et

MBA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(b) à procéder, si nécessaire, aux régularisations prévues aux articles 207-III et suivants de l'Annexe II du Code Général des Impôts, qui auraient été exigibles si l'Apporteur avait continué à utiliser lesdits biens mobiliers d'investissement.

La SCP ARAKELIAN - BACONNET et l'Apporteur s'engagent à déclarer le montant net des éléments d'actif transférés sur leur déclaration de taxe sur la valeur ajoutée dans la case "*Autres opérations non soumises à taxation*".

9. **ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en-tête des présentes.

10. **ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

Pour le cas de contestations pouvant s'élever au sujet du présent apport, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents du siège du Fonds apporté.

Fait en 5 originaux (dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités)
A Paris,
Le 15 décembre 2009

Pour l'**Apporteur**
Madame Marjorie BACONNET

Pour la **SCP ARAKELIAN - BACONNET**
Monsieur Fabien ARAKELIAN

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ANNEXE

LISTE DES ELEMENTS CORPORELS APPORTES

(a) 1 bureau

(b) 1 table

(c) 1 ordinateur

(d) 1 imprimante

Valeur totale: 500€

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

SCP ARAKELIAN - BACONNET

ET

MAITRE MARJORIE BACONNET

CONTRAT D'APPORT DE FONDS
LIBERAL D'EXERCICE D'AVOCAT

---

15 décembre 2009

Enregistré à : SIE D'ISSY-LES-MOULINEAUX
Le 16/12/2009 Bordereau n°2009/1 489 Case n°8 Ext 12849
Enregistrement : 125 € Pénalités :
Total liquidé : cent vingt-cinq euros
Montant reçu : cent vingt-cinq euros
L'Agent



AP MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

LE PRESENT CONTRAT est conclu le 15 décembre 2009

ENTRE LES SOUSSIGNEES:

Madame Marjorie Marie BACONNET épouse ARAKELIAN, née le 16 novembre 1972 à DIJON (21), de nationalité française, Avocat inscrit au Barreau des Hauts-de Seine, numéro de toque 146, demeurant 3, impasse Bellevue, 92100 Boulogne-Billancourt épouse de Monsieur Fabien Kirkor ARAKELIAN mariée le 10 mai 2003 en première noce sous le régime de la séparation de biens, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis,

Ci-après dénommée l'**"Apporteur"** ou **" Marjorie BACONNET "**

d'une part,

ET

SCP ARAKELIAN - BACONNET, société civile professionnelle d'avocats, au capital de 180.000 Euros, dont le siège social sera fixé au 1, avenue Jean Jaurès à Issy-les-Moulineaux (92130), en cours de constitution et d'immatriculation au R.C.S. de Nanterre et d'inscription au Barreau des Hauts-de-Seine, représentée par Monsieur Fabien ARAKELIAN agissant en qualité de co-associé de ladite société.

Ci-après dénommée la **"SCP ARAKELIAN - BACONNET"**

d'autre part,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DE L'APPORT

Marjorie BACONNET, Avocat, apporte par les présentes sous les garanties ordinaires et de droit à la SCP ARAKELIAN - BACONNET, ce qui est accepté par Monsieur Fabien ARAKELIAN, ès-qualités, le fonds de clientèle libérale d'avocat, sis 1 avenue Jean-Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux, lui appartenant et pour lequel elle est inscrite au Barreau des Hauts-de-Seine, sous le numéro de toque 146 et sous le numéro SIRET 441 736 659 00042 (le **"Fonds"**).

2. DESIGNATION DU FONDS

2.1 Marjorie BACONNET, apporte à la Société sous les garanties ordinaires et de droit en pareille matière, tous les droits mobiliers corporels et incorporels dépendant du Fonds.

2.2 Le présent apport comprend:

(a) tous les droits mobiliers incorporels dont Marjorie BACONNET est propriétaire en sa qualité d'avocat, savoir :

(i) l'engagement par Marjorie BACONNET de présenter à sa clientèle la SCP ARAKELIAN - BACONNET prise en la personne de ses dirigeants et ses associés comme son successeur et plus généralement l'engagement de faire tout ce qui est nécessaire dans la limite des prescriptions déontologiques pour favoriser cette présentation ;

AP MBA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(ii) la mise à disposition exclusive de la SCP ARAKELIAN - BACONNET de l'ensemble des fichiers, dossiers et archives des clients ;

L'ensemble des éléments incorporels ci-dessus évalués à la somme de quarante deux mille cinq cent (42.500) Euros

ci 42.500 Euros.

(b) les biens corporels constitués par du matériel et les équipements installés au cabinet sis 1, avenue Jean Jaurès, 92130 Issy-les-Moulineaux, décrits et estimés article par article en vu état ci-annexé à une valeur totale de cinq cent (500) Euros

ci 500 Euros.

Tel que ledit Fonds se poursuit et comporte dans son état actuel avec ses aisances et dépendances, ses agencements, sans exception ni réserve, Fabien ARAKELIAN, Gérant de la SCP ARAKELIAN - BACONNET déclarant le bien connaître pour avoir eu connaissance de la comptabilité et autres documents permettant d'en établir la valeur.

Valeur totale des éléments incorporels et corporels apportés **43.000 Euros**,

ci 43.000 Euros.

3. **ORIGINE DE PROPRIETE**

Marjorie BACONNET déclare qu'elle est propriétaire du Fonds objet du présent apport pour l'avoir créé elle-même le 7 février 2001.

4. **PROPRIETE ET JOUISSANCE**

Le présent apport prendra effet à la date d'immatriculation de la SCP ARAKELIAN - BACONNET au registre du commerce et des sociétés et d'inscription au Barreau des Hauts-de-Seine, date à laquelle l'apport sera définitivement réalisé.

5. **CHARGES ET CONDITIONS**

L'apport ci-dessus stipulé, net de tout passif, est fait sous les charges et conditions suivantes :

(a) La SCP ARAKELIAN - BACONNET prendra les biens et droits apportés, dans l'état où ils se trouveront à la date de l'entrée en jouissance, sans pouvoir demander aucune indemnité pour quelque cause que ce soit et, notamment pour erreur de désignation ou de contenance, changement dans la composition des biens existants à ladite date.

(b) Elle acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance toutes les contributions, impôts et taxes, primes et cotisations d'assurances, ainsi que toutes charges quelconques ordinaires ou extraordinaires grevant ou pouvant grever les biens apportés et celles qui sont ou seront inhérentes à l'exploitation du Fonds apporté.

(c) Elle exécutera à compter de la même date tous traités, marchés et conventions relatifs à l'exploitation du Fonds apporté, tous engagements et conventions concernant le personnel, toutes assurances contre l'incendie, les accidents et autres risques et sera subrogée dans tous les droits et obligations en résultant, à ses risques et périls, sans recours contre l'Apporteur.

MBA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(d) Elle supportera tous les frais, droits et honoraires afférents au présent apport, y compris ceux des actes et pièces appelés à en constater la réalisation définitive, ainsi que tous frais qui en seront la conséquence directe ou indirecte.

6. **DECLARATIONS**

L'Apporteur fait les déclarations suivantes :

6.1 **Chiffre d'affaires et résultats**

(a) Le montant du chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'est élevé à 43.070 euros.

(b) Pour la période correspondante, le résultat s'est élevé à 27.825 euros.

6.2 **Inscriptions**

Le Fonds apporté n'est grevé d'aucune inscription de privilège ou de nantissement. Au cas où il s'en révélerait, l'Apporteur s'engage dès à présent à en rapporter quittance et mainlevée dans le délai de trois mois.

6.3 **Autres déclarations**

L'Apporteur, déclare, en outre :

(a) qu'il est de nationalité française et réside habituellement en France.

(b) avoir la libre disposition en propriété du Fonds dont s'agit, et de tous les éléments le composant, dont aucun n'est saisi ni susceptible de l'être ;

(c) qu'aucune des activités présentement exercées dans le Fonds dont s'agit n'a été prêté ou loué à l'Apporteur ;

(d) qu'il n'existe aucune interdiction administrative, judiciaire ou autre à l'exploitation ou à l'apport de son Fonds;

(e) ne pas être à ce jour l'objet de poursuites de quelque nature que ce soit concernant l'exploitation du Fonds apporté et susceptibles d'entraver cette exploitation par la SCP ARAKELIAN - BACONNET et la jouissance paisible à laquelle elle peut prétendre ;

(f) qu'en résumé rien dans sa situation juridique ne s'oppose à la libre disposition du Fonds apporté et à la jouissance paisible de ce dernier par la SCP ARAKELIAN - BACONNET;

(g) qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;

(h) qu'il n'est pas actuellement et n'est pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation de ses biens ;

(i) qu'il met les livres comptables, après qu'ils aient été visés par les parties, à la disposition de la SCP ARAKELIAN - BACONNET pendant trois ans à dater de l'entrée en jouissance du Fonds.

De son côté, Fabien ARAKELIAN, ès-qualités de représentant légal de la SCP ARAKELIAN - BACONNET déclare :

(a) que la SCP ARAKELIAN - BACONNET qu'il représente est une société française dont le siège social est en France ;

FA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(b) que la SCP ARAKELIAN - BACONNET n'est pas et n'a jamais été en état de redressement ou de liquidation judiciaires ou de cessation des paiements ;

(c) qu'il a visé tous les livres de comptabilité de l'Apporteur, suivant inventaire signé par les parties et dont chacune a reçu un exemplaire.

7. **REMUNERATION DE L'APPORT**

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à quarante trois mille (43.000) Euros, il sera attribué à l'Apporteur 430 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées numérotées de 1.371 à 1.800 de la SCP ARAKELIAN - BACONNET.

8. **DECLARATIONS FISCALES**

8.1 **Droits d'enregistrement**

L'apport du Fonds étant réalisé à l'occasion de la constitution de la SCP ARAKELIAN - BACONNET, société civile non soumise à l'impôt sur les sociétés, l'opération sera exonérée de droits d'enregistrement en application de l'article 810 *bis* du Code Général des Impôts.

8.2 **Affirmation de sincérité**

Les soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur du Fonds apporté.

8.3 **Fiscalité des plus-values**

Marjorie BACONNET, Apporteur, entend bénéficier de l'exonération totale d'impôt sur les plus-values prévue par l'article 238 *quindecies* du Code Général des Impôts, et déclare, à ce titre,

(i) que le Fonds transmis dans le cadre du présent apport est d'une valeur inférieur à 300.000 euros,

(ii) avoir exploitée le Fonds depuis au moins 5 ans.

En outre, Marjorie BACONNET s'engage à ne pas posséder le contrôle de la SCP ARAKELIAN - BACONNET, au sens de l'article 238 *quindecies* du Code Général des Impôts et de l'instruction administrative 4 B-1-05 du 25 février 2005, au cours des trois années qui suivent le présent apport.

8.4 **Déclarations de la SCP ARAKELIAN - BACONNET relatives à la cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent apport de Fonds**

Le présent contrat est soumis aux dispositions de l'article 257 *bis* du Code Général des Impôts et de l'instruction administrative de l'administration fiscale en date du 20 mars 2006 (3-A-6-06), qui exonère de TVA la cession d'éléments d'actif et stocks dans le cadre de la transmission d'une universalité de biens, notamment dès lors que (i) l'Apporteur et la SCP ARAKELIAN - BACONNET sont soumis à la taxe sur la valeur ajoutée et (ii) la SCP ARAKELIAN - BACONNET continuera d'opérer cette universalité de biens après ladite cession.

En conséquence, la SCP ARAKELIAN - BACONNET s'engage expressément :

(a) à soumettre à la taxe sur la valeur ajoutée toute cession ultérieure des biens mobiliers d'investissement compris dans le présent contrat, et

AF MBA

FA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

(b) à procéder, si nécessaire, aux régularisations prévues aux articles 207-III et suivants de l'Annexe II du Code Général des Impôts, qui auraient été exigibles si l'Apporteur avait continué à utiliser lesdits biens mobiliers d'investissement.

La SCP ARAKELIAN - BACONNET et l'Apporteur s'engagent à déclarer le montant net des éléments d'actif transférés sur leur déclaration de taxe sur la valeur ajoutée dans la case "*Autres opérations non soumises à taxation*".

9. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en-tête des présentes.

10. ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Pour le cas de contestations pouvant s'élever au sujet du présent apport, attribution de juridiction est faite aux tribunaux compétents du siège du Fonds apporté.

Fait en 5 originaux (dont un pour être déposé au siège social et les autres pour l'exécution des formalités)
A Paris,
Le 15 décembre 2009

Pour l'**Apporteur**

Madame Marjorie BACONNET

Pour la **SCP ARAKELIAN - BACONNET**

Monsieur Fabien ARAKELIAN

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ANNEXE

LISTE DES ELEMENTS CORPORELS APPORTES

(a) 1 bureau

(b) 1 table

(c) 1 ordinateur

(d) 1 imprimante

Valeur totale: 500€

MRA

Docusign Envelope ID: 47956864-658D-4772-9666-DFCEB427CF3E

ANNEXE

LISTE DES ELEMENTS CORPORELS APPORTES

(a) 1 bureau

(b) 1 table

(c) 6 chaises

(d) 1 ordinateur

(e) 1 imprimante

(f) 1 fax

Valeur totale: 923€

MSA